



**PRÉFET  
DE L'EURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/24/59 modifiant l'arrêté préfectoral  
n°D1-B1-13-009 du 9 janvier 2013 autorisant la société ASHLAND SPECIALTIES  
FRANCE à exploiter une Installation Classée pour la Protection de  
l'Environnement sur la commune d'Alizay (27)**

**Le préfet de l'Eure**

**VU** le Code de l'environnement,

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

**VU** le décret du 20 juillet 2022 du Président de la République nommant monsieur Simon BABRE, préfet de l'Eure,

**VU** le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

**VU** l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-05 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

**VU** le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 supprimant les rubriques 1131, 1175, 1431, 1432, 1433 de la nomenclature des installations classées

**VU** les décrets 2017-1595, 2018-900, 2019-1096 modifiant la rubrique 2260

**VU** le décret 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la rubrique 2661

**VU** le décret 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la rubrique 2921

**VU** le décret 2020-1169 du 20 septembre 2020 modifiant la rubrique 1510

**VU** les décrets 2013-814, 2016-630, 2018-704 et 2021-976 modifiant la rubrique 2910

**VU** le décret 2013-375 du 02 mai 2013 créant la rubrique 3410

**VU** le décret 2014-285 du 03 mars 2014 créant les rubriques 4XXX

**VU** l'arrêté préfectoral n°D1-B1-14-503 du 20 juin 2014 actant le changement d'exploitant

**VU** l'arrêté préfectoral n°D1-B1-13-009 du 09 janvier 2013 autorisant la société AQUALON FRANCE B.V à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Alizay,

**VU** l'arrêté préfectoral n°D1-B1-14-503 du 20 juin 2014 autorisant le changement d'exploitant au profit de ASHLAND Specialties France,

**VU** l'arrêté préfectoral N°UBDEO/ERA/22/56 du 04 novembre 2022 modifiant les prescriptions relativement aux consommations d'eau, aux rejets aqueux et à la surveillance souterraine des eaux du site,

**VU** le dossier d'examen au cas par cas transmis par l'exploitant le 21 mai 2021,

**VU** la décision de non soumission à une évaluation environnementale, du 09 juillet 2021

**VU** le porter à connaissance du 25 avril 2023,

**VU** le rapport de l'inspection relativement à la visite du 23 avril 2024 relativement au récolement de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2022,

**VU** les éléments complémentaires transmis par l'exploitant le 25 avril 2024,

**VU** la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant le 3 juillet 2024,

**VU** les observations présentées par l'exploitant le 5 juillet 2024,

**Considérant** que l'établissement exploité par la société ASHLAND SPECIALTIES sur la commune de ALizay relève du régime Seveso Seuil Bas défini à l'article R.511-10 du Code de l'environnement,

**Considérant** que la société a porté à la connaissance de l'inspection des modifications apportées à ses activités et installations, conformément à l'article 181-14 du code de l'environnement,

**Considérant** qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° D1-B1-13-009 du 09 janvier 2013,

**Considérant** qu'il y a lieu de réactualiser la liste des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au regard de la nomenclature en vigueur.

**Considérant** que conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'elle juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par les arrêtés complémentaires,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> – Nature des installations autorisées**

La société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE, dont le siège social est situé Zone Industrielle Le Clos Pré à Alizay, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui modifient l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2013.

**Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°D1-B1-13-009 du 9 janvier 2013 est remplacé par les dispositions décrites ci-après :

| Rubrique | Désignation des activités  | Capacité                                       | Régime de classement<br>* |
|----------|--|--|---------------------------|
| 4130-2a  | <b>Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation,</b><br><b>Substances et mélanges liquides</b><br>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation  | Q > 50 t                                       | A (SB)                    |
| 3410-b   | <b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques</b><br>hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides acarboxyliques, esters et mélanges d'ester, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes  | /  | A                         |
| 2661-1b  | <b>Polymères (matières premières, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)(transformation de)</b><br><b>Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression</b><br>Quantité de matière susceptible d'être traitée  | 10t ≤ Q < 70t                                  | E                         |
| 2910-B1  | <b>Combustion</b><br>Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de la biomasse:<br>uniquement de la biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement<br><i>Puissance thermique nominale totale</i><br><i>Installation de combustion n°1</i> | 1 MW ≤ Q < 50 MW                               | E                         |
| 2921-1a  | <b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</b><br><i>Puissance thermique évacuée maximale</i>   | Q ≥ 3000 kW                                    | E                         |
| 4331-2   | <b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</b><br>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation  | 100t ≤ Q < 1000t                               | E                         |
| 1510 -2c | <b>Entrepôts couverts</b><br>Volume des entrepôts  | 5000 m <sup>3</sup> ≤ Q < 50000 m <sup>3</sup> | DC                        |
| 2910-A2  | <b>Combustion</b><br>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du  | 1 MW ≤ Q < 20 MW                               | DC                        |

|         |   |   |   |
|---------|---|---|---|
|         | fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes de travail mécanique de bois brut relevant du b)v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1<br><i>Puissance thermique nominale totale</i><br><i>Installation de combustion n°2 et 3</i> |   |   |
| 1185-2b | <b>Gaz à effet de serre fluorés</b><br><b>Emploi dans des équipements clos en exploitation</b><br><b>Equipements d'extinction</b><br>Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation   | $Q > 200 \text{ kg}$                        | D |
| 2662-3  | <b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</b><br>Volume susceptible d'être stocké  | $100 \text{ m}^3 \leq Q < 1000 \text{ m}^3$ | D |
| 2915-2  | <b>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</b><br><b>Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides</b><br>Quantité totale de fluides présente dans l'installation (à 25°C)   | $Q > 250 \text{ L}$                         | D |
| 4722    | <b>Méthanol</b><br>Quantité susceptible d'être présente dans l'installation   | $50 \text{ t} \leq Q < 500 \text{ t}$       | D |

\* : A (Autorisation) SH (Seuil Haut) SB (Seuil Bas) – E (enregistrement) – DC (Déclaration avec contrôle périodique) – D (Déclaration)

L'établissement d'Alizay est classé SEVESO Seuil Bas par la règle de dépassement direct du Seuil Bas pour la rubrique 4130. Par ailleurs il est classé IED au titre de la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées.

### **Article 3 - Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eaux**

L'article 4.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 janvier 2013 est remplacé par:

Concernant le prélèvement d'eau en nappe par forage et pour tout ouvrage souterrain de surveillance, l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

### **Article 4 - Installations de refroidissement par dispersion d'eau**

Le chapitre 8.1 est remplacé par :

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921.

| Nom du système | Unité                    | Périodicité d'arrêt | Type de vidange | Périodicité d'analyse |
|----------------|--------------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|
| E9260          | Réaction et purification | Annuel              | Complète        | Mensuel               |
| E9261          | Réaction et purification | Annuel              | Complète        | Mensuel               |
| E9262          | Réaction et purification | Annuel              | Complète        | Mensuel               |
| T9263          | Réaction et purification | Annuel              | Complète        | Mensuel               |

## **Article 5 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

**1°** Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

**2°** Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

**a)** L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement;

**b)** La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 6 – Formules exécutoires**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consulté par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités est adressé à la DREAL – UBDEO.

Un extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

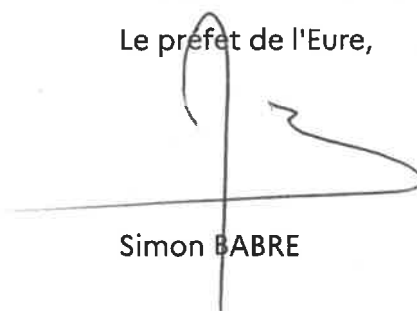
Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement des Andelys, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement et le maire de Saint-Marcel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est également adressée :

- à Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- à Monsieur le maire de la commune de Alizay,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le 11 JUIL. 2024

Le préfet de l'Eure,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line and a small loop at the end.

Simon BABRE

**Annexe Informations sensibles**  
**- Non communicable au public -**

**Annexe 1 (NON PUBLIABLE)**

**Liste des installations classées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

| Rubrique | Alinéa | Libellé de la rubrique (activité)  | Activité   | Volume autorisé  | Classement |
|----------|--------|--|--|------------------|------------|
| 4130     | 2a     | <b>Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation,</b><br><br><b>Substances et mélanges liquides</b><br><br>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation  | Stockage d'acide monochloroacétique                        | 185 tonnes       | A (SB)     |
| 3410     | b      | <b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques</b><br><br>hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides acarboxyliques, esters et mélanges d'ester, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes  | Fabrication de CMC   | /                | A          |
| 2661     | 1b     | <b>Polymères (matières premières, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</b><br><br><b>Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression</b><br><br>Quantité de matière susceptible d'être traitée   | Activité atelier Aquaflow                                  | 65 tonnes / jour | E          |
| 2910     | B1     | <b>Combustion</b><br><br>Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de la biomasse: uniquement de la biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de | Installation de combustion n°1 : chaudières 91-30 et 91-40 | 10,9MW           | E          |

| Rubrique | Alinéa | Libellé de la rubrique (activité)  | Activité  | Volume autorisé     | Classement |
|----------|--------|--|---|---------------------|------------|
|          |        | l'environnement<br><i>Puissance thermique nominale totale</i>  |   |                     |            |
| 2921     | 1a     | <b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</b><br><i>Puissance thermique évacuée maximale</i>   | 4 tours aéroréfrigérantes   | 10 737 kW           | E          |
| 4331     | 2      | <b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</b><br>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation  | Stockage d'isopropanol  | 577 tonnes          | E          |
| 1510     | 2c     | <b>Entrepôts couverts</b><br>Volume des entrepôts  | Batiment de stockage<br>Entrepot Aquaflow   | 26 355 m³           | DC         |
| 2910     | A2     | <b>Combustion</b><br>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes de travail mécaique de bois brut relevant du b)v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1<br><br><i>Puissance thermique nominale totale</i> | Installation de combustion n°2 (bruleur séchoir du four de granulation)<br><br>Installation de combustion n°3 (groupes diesel): | 1,73MW<br><br>2,1MW | DC         |
| 1185     | 2b     | <b>Gaz à effet de serre fluorés</b><br><b>Emploi dans des équipements clos en exploitation</b><br><b>Equipements d'extinction</b><br>Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation  | Présence de FM200   | 884 kG              | D          |
| 2662     | 3      | <b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et</b>  | Stockage de PEG et de produits finis  | 931 m³              | D          |



| Rubrique | Alinéa | Libellé de la rubrique (activité)   | Activité           | Volume autorisé | Classement |
|----------|--------|---|--------------------|-----------------|------------|
|          |        | <b>adhésifs synthétiques<br/>(stockage de)</b><br>Volume susceptible d'être stocké  |                    |                 |            |
| 2915     | 2      | <b>Chauffage (procédés de)<br/>utilisant comme fluide<br/>caloporteur des corps<br/>organiques combustibles</b><br><b>Lorsque la température<br/>d'utilisation est inférieure<br/>au point éclair des fluides</b><br>Quantité totale de fluides<br>présente dans l'installation (à<br>25°C) | huile caloportrice | 500 L           | D          |
| 4722     | /      | <b>Méthanol</b><br>Quantité susceptible d'être<br>présente dans l'installation  | Stockage et emploi | 236 t           | D          |

\* : A (Autorisation) SH (Seuil haut) SB (Seuil bas) – E (enregistrement) - D (Déclaration)